



HAL
open science

La fin du “ socialisme du XXI ème siècle ”

Hubert Alcaraz

► **To cite this version:**

| Hubert Alcaraz. La fin du “ socialisme du XXI ème siècle ”. 2018, pp.9-11. halshs-02117933

HAL Id: halshs-02117933

<https://shs.hal.science/halshs-02117933>

Submitted on 2 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La fin du « socialisme du XXI^{ème} siècle » **Hubert Alcaraz**

Les élections présidentielles qui viennent de se dérouler au Chili sont remarquables à plusieurs égards. Bien sûr, elles ont vu la victoire de Sebastián Piñera, chef d'entreprise et homme politique de 68 ans, déjà élu président du Chili il y a quelques années. Surtout, si elles ne sont pas les premières élections réalisées de manière pluraliste, elles ont, néanmoins et tout d'abord, donné lieu à l'organisation de primaires officielles par le service électoral national lui-même. Le 2 juillet 2017, ont donc été désignés les candidats des deux coalitions électorales principales du pays : d'un côté, *Vamos Chile*, regroupant les partis *Unión Demócrata Independiente*, *Renovación Nacional*, *Evolución Política* et *Partido Regionalista Independiente* et, de l'autre, *Frente Amplio*, rassemblant les partis *Revolución democrática*, *Partido Humanista de Chile*, *Partido Liberal de Chile*, *Partido Ecologista Verde de Chile*, *Poder Ciudadano* et, enfin, *Partido Igualdad*.

Ensuite, ce processus électoral réussi manifeste l'encrage de plus en plus solide de l'alternance au sein du régime politique chilien, une alternance qui depuis quelques années s'établit entre le centre-gauche et le centre-droit de l'échiquier politique. Avec ce nouveau mandat de Sebastián Piñera, le chiffre s'établit à seize années d'alternance entre la présidente Bachelet et le président Piñera. La Constitution, conçue par Pinochet, impose la réalisation d'un seul mandat présidentiel de quatre ans, ce qui, compte tenu de ce constat, ne paraît plus satisfaisant et ne semble pas correspondre au souhait de l'opinion. Ajoutons que, dans ce cadre, le retour au pouvoir de celui qui fut déjà président entre 2010 et 2014 confirme le tournant libéral que paraît connaître la région et qui s'est initialement illustré avec la victoire de Mauricio Macri en Argentine à la fin de l'année 2015. Incarnant ce virage, Sebastián Piñera a, en effet, renversé tous les pronostics, s'imposant même avec neuf points d'avance sur son principal rival, le candidat de la coalition de centre-gauche, Alejandro Guillier.

Enfin, au-delà de ces premiers enseignements, il faut relever, d'une part, que le président élu a tenu un discours modéré, ce qui a sans doute contribué à sa victoire. Ce chef d'entreprise incarne, selon l'expression des analystes chiliens, la « modernisation capitaliste » et apparaît plus proche du centre-droit que de la vieille droite dure. Le camouflet infligé au centre-gauche, cinglant, lui qui a dominé l'histoire politique du Chili depuis le retour de la démocratie, en est la preuve. Il était, certes, prévisible dans la mesure où la gauche était particulièrement divisée et le gouvernement sortant responsables d'échecs dans les réformes structurelles engagées. Mais, la mobilisation à droite entre les deux tours a été sans précédent et inespérée, au point qu'à l'occasion du second tour, ce sont 600 000 votes supplémentaires vers la droite et le centre-droit qui ont été rassemblés. Lors du second tour, le 17 décembre, Sebastián Piñera est parvenu, pour la première fois depuis vingt ans, à faire voter davantage qu'au premier. La gauche, aujourd'hui dépourvue de leader, aura du mal à s'en relever. D'autre part, en l'absence de majorité au Parlement, le président élu va devoir gouverner en recherchant le soutien des députés progressistes et modérés et écartant toute division sociale. La tâche ne sera pas aisée, mais il a déjà su, après le premier tour, renverser les pronostics et faire mentir les faibles 36, 64 % obtenus le 19 novembre, en adoptant un visage plus tolérant, délaissant une position trop partisane pour s'approprier certains des thèmes de campagne promus par la gauche. Un tel virage, vraisemblable aux yeux de l'opinion, n'est pas le moindre de ses tours de force puisqu'il a su joindre aux promesses traditionnelles de la droite (ordre, efficacité, croissance) une sensibilité, inédite à droite, pour des thèmes davantage

marqués à gauche, tels que la participation, l'intégration et la réforme, le tout sans renier son identité.

Comme en Argentine, comme au Brésil avec la crise du Parti des travailleurs, comme en Bolivie avec l'échec du référendum d'Evo Morales, il semble que les expériences du « socialisme du XXI^{ème} siècle » n'aient laissé qu'un gouffre de détresse et de néant, en particulier au sein de la pensée de gauche. Au point que loin de « sentir » l'opinion, Alejandro Guillier n'a rien trouvé de mieux que d'inviter José, dit « Pepe », Mujica, ancien président de la République d'Uruguay, pour clore sa campagne. Plus qu'un chiffon rouge, le bolivarianisme semble bien être, aujourd'hui, en particulier pour le grand public chilien et, plus généralement, pour de plus en plus de Latino-Américains, une souillure indélébile. Pourtant, s'il est parfois à l'agonie, la tentative de réélection indéfinie d'Evo Morales, le retour à la politique de Rafael Correa, la violence de la crise électorale au Honduras, ou la récente tentative de déstabilisation kirchneriste en Argentine, montrent qu'il sait encore faire preuve d'agressivité et de ressources.

A l'image des immenses inégalités qui parcourent la société chilienne et latino-américaine, la fracture quant au modèle de développement est plus profonde que jamais. Le conflit idéologique n'est pas celui de la droite et de la gauche, mais celui qui distingue les démocraties constitutionnelles des gouvernements qui usent de méthodes démocratiques pour parvenir au pouvoir mais qui l'exercent ensuite de manière autoritaire afin, aussi, de s'y maintenir. L'arrivée au pouvoir de Sebastián Piñera est une bouffée d'air frais pour l'Amérique latine démocratique parce qu'elle rappelle qu'il est possible de pratiquer l'alternance politique, de respecter la séparation des pouvoirs et de garantir les libertés et les droits fondamentaux. Mais 2018 sera déterminante : les deux géants de la région, Brésil et Mexique, organisent cette année des élections présidentielles, de même que la Colombie, quatrième économie du continent, tandis que le Venezuela, ravagé par une crise politique toujours grandissante, devrait en principe en faire de même. Au Paraguay, en avril, ce sont les nouveaux président et vice-président qui devront être désignés, de même que les représentants des deux chambres du Parlement, alors qu'à Cuba, Raúl Castro a annoncé qu'il quitterait les fonctions de chef de l'Etat. 2018 ou l'année de la fin du « socialisme du XXI^{ème} siècle » ? Pas si sûr. HA.

Marge

Le 17 décembre, Sebastián Piñera, a remporté, face à son adversaire, Alejandro Guillier, l'élection présidentielle chilienne avec 54,58 % des voix

Sebastián Piñera a déjà été président de la République du Chili de 2010 à 2014. Il succède à Michelle Bachelet